

INTERVIEW

TOMMASO PADOA-SCHIOPPA ANCIEN MINISTRE DES FINANCES DU GOUVERNEMENT PRODI EN ITALIE ET PRÉSIDENT DE « NOTRE EUROPE »

« L'Allemagne devrait jouer un rôle plus actif dans la crise »

Les Européens sont divisés sur la meilleure façon de répondre à la crise économique. Comment expliquez-vous cette difficulté à s'entendre sur des actions sinon communes, du moins coordonnées ?

Une Union ne consiste pas à être tous d'accord mais à savoir décider alors même qu'on est en désaccord. C'est, par exemple, le mode de fonctionnement de la BCE. Dans le domaine économique et financier, cette Union n'existe pas véritablement. Les traités ne prévoient rien sur la gestion des crises. Qu'il s'agisse des injections de capital dans les banques ou des mesures de soutien à l'activité économique, ces matières ne relèvent pas de la compétence de l'Union. De surcroît, lorsqu'une compétence lui est reconnue, la pratique de l'unanimité bloque souvent toute prise de décision. Avec la crise sans précédent que nous subissons, il faut donc forcer un peu l'interprétation des textes. Comme l'a fait la Réserve fédérale aux Etats-Unis. Et là, c'est la capacité de répondre à la crise qui légitime l'action. A l'image des initiatives exceptionnelles qu'a prises la présidence française.

N'était-ce pas à la Commission européenne d'agir ?

La Commission a été beaucoup



Zack Szeckler/Bloomberg

Tommaso Padoa-Schioppa.

plus réservée et a même été critiquée pour son manque de présence et d'initiative. Moi-même, j'aurais souhaité une action plus décisive. Mais il faut dire que, historiquement, la Commission a le devoir de préserver l'acquis communautaire ; elle est la gardienne des traités, ce qui peut expliquer une attitude défensive. Sous la présidence de Jacques

Delors, elle était plutôt un catalyseur et un inspirateur, mais le leadership, le véritable moteur européen, à l'époque, reposait sur l'entente entre François Mitterrand et Helmut Kohl. Pour autant, je pense que la Commission doit faire des propositions, même si elle sait qu'elles ont une chance limitée d'être acceptées aujourd'hui.

Vous êtes donc satisfait de la gestion de la crise par la présidence française ?

Oui. La présidence française s'est déroulée dans une période dans laquelle trois crises majeures ont surgi : la Géorgie, la panique financière et le risque d'effondrement de l'activité économique. A chacun de ces moments, la France a été capable de prendre des initiatives qui reflétaient une pleine conscience de la gravité de la crise : par exemple, l'idée de se rendre à Moscou et en Géorgie ou de convoquer un sommet extraordinaire des pays européens du G8

puis un sommet de l'Eurogroupe en proposant chaque fois des solutions européennes. Cela dit, il n'est pas indispensable d'exercer la présidence pour exercer un leadership européen. Rappelez-vous l'initiative de François Mitterrand et d'Helmut Kohl sur l'union monétaire sous présidence irlandaise en mars 1990. Une Union à vingt-sept n'avance pas sans que le leadership d'une ou plusieurs capitales européennes y joue un rôle clef. Est-ce que l'impulsion d'un seul pays est suffisante ? Ce qui est certain, c'est que l'Allemagne devrait jouer un rôle plus actif.

Les différents plans de soutien annoncés par les Etats membres ne sont-ils pas sous-dimensionnés par rapport à l'ampleur de la relance américaine ?

Je le crains, tant sur le plan financier que sur le plan économique. Mais, à la différence de l'Europe, les Etats-Unis sont une véritable union. Ces actions coordonnées suffiront-elles ? Napoléon avait coutume de dire que « l'exécution, c'est tout ». Aussi, même si les Vingt-Sept rédigent un communiqué commun, ce sont vingt-sept plans différents qui vont être appliqués et risquent de miner le marché unique. Ce n'est que par une action commune, par exemple sur l'automobile ou l'in-

dustrie bancaire, que l'Union européenne sortira renforcée. Nous sommes loin du compte.

Comment expliquez-vous que l'Allemagne soit arc-boutée à l'orthodoxie budgétaire ?

L'Allemagne garde en mémoire l'action coordonnée décidée en 1978 lorsque ses partenaires lui avaient demandé d'être la loco-

Même si les Vingt-Sept rédigent un communiqué commun, ce sont vingt-sept plans différents qui vont être appliqués et risquent de miner le marché unique.

motive de la reprise économique. L'expérience, malheureuse, les a convaincus de ne plus jamais se prêter à ce rôle. En outre, les leaders allemands rechignent à se lancer dans un activisme anticy-

clique. Ce n'est pas une conception de politique économique très populaire en Allemagne. Le problème est que, aujourd'hui, il ne s'agit pas de faire une relance conjoncturelle ordinaire mais d'empêcher l'effondrement de la production industrielle en Europe. Ce risque est réel. A mon avis, l'Allemagne risque de commettre une erreur.

Jugez-vous utile de formaliser des sommets de l'Eurogroupe ?

En institutionnalisant ce rendez-vous, on risque de perdre la capacité d'innovation d'une telle réunion en confiant aux fonctionnaires la préparation de ces rendez-vous au sommet. Regardez ce que sont devenus les sommets annuels du G7 !

Pensez-vous que la crise va accélérer l'attraction de la zone euro auprès des Etats membres ?

Cette crise a montré que le calcul qui consiste à avoir tous les bénéfices de l'euro tout en restant en dehors de l'union monétaire était mauvais. Je constate qu'aucun pays membre de l'euro n'a été touché par cette crise. Contrairement à ceux qui sont restés en dehors. C'est une leçon salutaire.

PROPOS RECUEILLIS PAR
CATHERINE CHATIGNOUX
ET RICHARD HIAULT